

Le Journal de Québec (Québec, QC)			Order/Commande
			607352
Date 09.12.2009	Circ. 100226	Page 18	1 / 1

Place Jacques-Cartier sera refaite à neuf

(RC) L'administration Labeaume-Marcoux prévoit démarrer dès l'an prochain la réfection du complexe Jacques-Cartier, dans le quartier Saint-Roch. Les travaux coûteront 56,6 millions de dollars.

Le projet prévoit la reconstruction et l'agrandissement du stationnement situé sous la bibliothèque Gabrielle-Roy au coût de 18,1 millions de dollars. Le nombre de places de stationnement sera porté de 196 à 500 réparties sur cinq étages.

Le stationnement sera conçu pour supporter un édifice de neuf étages que la firme GM Développement ambitionne de construire à cet endroit au coût de 40 millions de dollars.

La Ville souhaite s'entendre d'ici janvier avec la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), qui est co-proprétaire de l'immeuble qui abrite la bibliothèque, pour agrandir et moderniser le bâtiment moyennant un investissement de 28,2 millions de dollars. Les discussions entre la

Ville et la CSQ ont débuté en septembre.

Québec veut aussi réaménager les rues du Roi et Saint-Joseph, la place publique qui donne sur Saint-Joseph et de la Couronne ainsi que les intersections de ces deux rues avec les avenues Dorchester et de la Couronne.

La rue du Roi deviendra bidirectionnelle et la sortie du stationnement qui donne sur cette rue va disparaître. L'investissement prévu sera de 9 millions.

Pour sa part, le Réseau de transport de la Capitale prévoit installer un abribus du côté de la rue du Roi au coût de 1,3 million. Le ministère des Transports du Québec versera une subvention de 780 000 \$ pour ce projet.

La Ville de Québec prévoit recevoir des subventions de 5 millions de dollars du gouvernement fédéral et de 7,3 millions du ministère de la Culture du Québec pour la cure de Jouvence qu'elle désire apporter à tout ce quadrilatère.



Le Soleil (Quebec, QC)			Order/Commande
			607352
Date 09.12.2009	Circ. 80188	Page 19	1 / 1

Impôts : la CSN suggère une hausse d'un milliard

La Presse Canadienne

La CSN demande au gouvernement Charest d'augmenter de près de 1 milliard \$ le fardeau fiscal des Québécois plutôt que de comprimer les dépenses.

La centrale syndicale entend combattre «avec fermeté» toute velléité de coupe et de «rétrécissement du rôle et de la capacité d'agir de l'État», a fait valoir hier la présidente Claudette Carbonneau. «Combattre ce train de compressions rarement égalé dans les 40 dernières années sera le grand combat que nous mènerons, et ce, dès les consultations prébudgétaires de cette semaine», a-t-elle prévenu, devant quelques centaines de délégués réunis en conseil confédéral à Québec.

EFFORT «IRRÉALISTE»

Étalé sur quatre ans, le plan de retour à l'équilibre budgétaire du gouvernement Charest nécessitera des compressions de 4 milliards \$. Il s'agit d'un effort budgétaire «irréaliste» qui risque de replonger le Québec «dans la trajectoire des coupes massives des années noires de l'ère du déficit zéro», a évoqué la leader syndicale.

La CSN exhortera le ministère des Finances à renoncer à plafonner à 3,2 % la croissance des dépenses publiques et à étaler sur au moins sept ans — plutôt que quatre ans — le retour à l'équilibre budgétaire. «J'appelle le gouvernement Charest à ne pas s'enfermer dans un exercice comptable où il suffit d'équilibrer des colonnes de chiffres, comme celles des tarifications, de la taxe de vente et des compressions, sans en regarder d'autres comme celle de l'imposition des revenus», a-t-elle soutenu.



QUÉBEC NÉGOCIATIONS

La CSN suggère une hausse d'impôts de près d'un milliard

Claudette Carbonneau demande à Québec de fouiller dans les poches des contribuables pour payer ses demandes

QUÉBEC | Pour retrouver l'équilibre financier au Québec, la présidente de la CSN, Mme Claudette Carbonneau, propose au gouvernement de rehausser de 900 millions \$ l'impôt des particuliers et d'augmenter le fardeau des entreprises.



Annie Saint-Pierre

annie.saint-pierre@journaldequebec.com

À l'ouverture du congrès de la CSN à Québec, hier, Mme Carbonneau a réitéré son opposition à toutes formes de compressions budgétaires dans les services publics ainsi qu'à toutes augmentations de la TVQ et des tarifs d'Hydro-Québec, comme le souhaite le gouvernement dans son plan de retour à l'équilibre financier.

Selon elle, il serait notamment préférable d'augmenter les impôts des particuliers et des entreprises, soit de récupérer l'équivalent des sommes accordées en baisses d'impôt depuis les dernières années au Québec.

« Il faudrait que les particuliers re-
« IL FAUDRAIT REVENIR À L'ASSIETTE FISCALE QUE L'ON TIRAIT DES IMPÔTS À LA HAUTEUR DE 2006-2007... »

viennent au niveau de l'assiette fiscale de 2006-2007, soit autour

de 900 millions \$ qui a été délesté à cette époque », a-t-elle précisé.

Les entreprises aussi

La présidente de la CSN suggère aussi au premier ministre de revoir la fiscalité des entreprises et précisément celles des institutions financières, par exemple, qui connaissent actuellement des niveaux de profitabilité similaires d'avant la crise économique.

« Ça ne tient pas debout de réduire leur taxe sur le capital en ce moment », dit-elle.

D'ailleurs, les solutions envisagées jusqu'ici par le gouvernement, soit de limiter la croissance des dépenses à 3,2 %, et d'augmenter la facture d'Hydro-Québec et la TVQ, « sont une aberration qui nous replongerait dans une autre période de crise économique », dit Mme Carbonneau.

La CSN juge que l'objectif gouvernemental de rétablir l'équilibre financier d'ici 2013 au Québec est irréaliste et elle demande à Jean Charest d'étaler le délai sur sept ans, comme en Ontario et dans le reste du pays afin d'alléger davantage les contribuables.

Hausses générales

De plus, la CSN soutient que l'aspect fiscal de l'environnement, avec des





PHOTO D'ARCHIVES

■ **Claudette Carboneau a clairement fait savoir ce qu'elle pensait des stratégies financières du gouvernement.**

éco-taxes, est sous-utilisé au Québec alors qu'il correspond, en moyenne, à 7 % des revenus des pays de l'OCDE.

D'ailleurs, Québec pourrait aisément relever certains tarifs sans toucher à ceux d'Hydro-Québec. « Il y a des centaines de tarifs au Québec, les chalets de la SEPAQ, c'est différent des frais de scolarité », a-t-elle lancé.

D'autre part, elle prévoit des négociations ardues dans le secteur public avec le gouvernement qui est à « des années lumières des attentes légitimes des membres syndiqués ».

Vu l'écart entre les demandes salariales de 11,5 % sur trois

ans et l'offre gouvernementale, elle envisage un « accouchement particulièrement difficile ».

Bien qu'elle salue le ton d'ouverture des négociations, « différent du coup de la sacoche vide de la ministre Jérôme-Forget », Mme Carboneau a tenu à clarifier que la proposition de hausse de salaire de 7 % sur cinq ans inclut l'embauche et d'autres facteurs de dépenses du gouvernement.

Il s'agit donc d'une offre qui « n'est pas à la hauteur », qui « crée un mirage », soit une « belle façon de ne pas parler de gel », a exprimé la présidente de la CSN.

Huit millions de Québécois en 2012?

LA PRESSE — En 2008, le Québec a connu sa plus forte croissance démographique annuelle depuis 1990. Elle est cependant moins élevée que dans le reste du Canada, de sorte que le poids du Québec dans le pays est maintenant de 23,2%, en baisse de 0,1%.

C'est ce qui ressort du *Bilan démographique du Québec*, rendu public hier par l'Institut de la statistique du Québec et qui nous renseigne en un clin d'oeil, tout en chiffres, sur l'évolution de la province.

En 1^{er} juillet 2009, le Québec comptait 7 828 900 personnes. «Si les tendances démographiques récentes se poursuivent, peut-on lire dans ce *Bilan démographique*, préparé par la démographe Chantal Girard, la population du Québec devrait atteindre 8 millions en 2012 et croître jusqu'à 9,2 millions d'habitants en 2056.»

Il s'agit là d'une révision à la hausse

par rapport aux projections faites en 2003, qui annonçaient plutôt un déclin de la population québécoise à compter de 2031.

Quelque 87600 enfants sont nés au Québec en 2008, soit 311 de plus qu'en 2007 c'est la sixième hausse consécutive. Pour la première fois depuis 1976, on compte plus de 1,7 enfant par femme.

Alors que la proportion de femmes sans enfant atteignait 24% dans les générations nées au milieu des années 50, elle se situe à 18% ou 19% chez les femmes nées en 1970.

«Ce sont de bonnes nouvelles, commente Madeleine Rochon, démographe au ministère de la Santé et des Services sociaux. Pendant un bon bout de temps, tous les facteurs jouaient contre nous. Avec la fécondité qui remonte, ce n'est plus le cas.»

«Ce qui me frappe aussi, poursuit-

elle, c'est que ce sont les femmes qui ont connu deux crises économiques qui ont eu le moins d'enfants.»

Impossible d'attribuer toutes ces naissances au système de garderie

ou à nos congés de maternité nettement plus généreux qu'ailleurs. Ça ne peut pas nuire, mais c'est loin d'être une preuve parfaite, relève Madeleine Rochon. Par exemple,

aux États-Unis, les Américaines ont en moyenne deux enfants et même 2,5 enfants chez celles d'origine hispanique alors que les avantages sociaux et fiscaux y sont nettement moins

intéressants que chez nous.

Autre bonne nouvelle: les avortements sont en baisse. On en a compté 26500 en 2008, 26900 en 2007 et 28300 en 2006.



Potton est à la recherche de places en garderie

JEAN-FRANÇOIS GAGNON
jean-francois.gagnon@latribune.qc.ca

MAGOG — Le Canton de Potton a un urgent besoin de places en garderie additionnelles. Présentement, au moins 13 enfants n'ont pas accès à une garderie dans la municipalité et, dans 18 mois, ce nombre pourrait avoir doublé.

Deux raisons expliqueraient la situation actuelle: un service de garde a fermé ses portes, au cours des derniers mois, à Potton et les femmes de la municipalité sont nombreuses donner naissance à des bébés depuis quelques mois.

Un comité rassemblant des parents et des intervenants du milieu, dont la directrice générale du Centre de la petite enfance

(CPE) L'enfant Do, Chantale Laventure, a été formé afin de résoudre le problème observé dans le milieu.

M^{me} Laventure indique que son CPE, qui agit à titre de bureau coordonnateur des places en milieu familial dans sa région, évalue en ce moment le projet d'une personne souhaitant garder des enfants dans le secteur de Potton. Si elle recevait une accréditation, elle pourrait offrir un petit nombre de places à 7 \$ par jour.

«On est très prudent pour le moment au sujet du projet de cette personne, car le processus d'évaluation de sa demande n'est pas terminé», mentionne Chantale Laventure.

D'après la directrice générale du CPE L'enfant Dc, il faut

ouvrir de façon urgente deux services de garde en milieu familial à Potton pour combler les besoins dans cette municipalité. Il sera sans doute nécessaire d'en ajouter d'autres rapidement, compte tenu grossesses en cours et des nouveau-nés toujours à la maison.

Le Canton de Potton est impliqué dans la démarche parce qu'il estime important que les parents soient bien desservis. «La municipalité est très proactive, note M^{me} Laventure. Un manque de places en garderie entraîne parfois l'exode des familles.»

Les résidents de Potton qui désiraient démarrer une garderie en milieu familial sont invités à communiquer avec Chantale Laventure, en composant le 819 868-3880.

